

## "Distinction de la règle de droit et d'autres règles de vie

Il existe pour l'homme d'autres impératifs que ceux du droit. À la vérité, il n'est pas toujours facile de discerner ce qui sépare de ces autres règles les règles proprement juridiques. On peut même considérer que cette séparation est le produit d'une certaine civilisation juridique : dans les systèmes orientaux (spécialement, droit chinois ancien), tout était confondu.

### 1. Les règles de bienséance

Sous cette expression un peu vague, on peut faire entrer : les règles de **cérémonial** ou de **courtoisie** (exemples : visites protocolaires, salutations), les règles d'**honneur** (exemple : il était jadis de règle de se battre en duel pour relever une injure), les règles de **jeux** (exemples : football ou bridge), les règles d'**usage** (exemples : les pourboires dits facultatifs). Ces règles extra-juridiques tendent, comme les juridiques, à imposer des comportements extérieurs, pour que soit assuré un ordre dans les relations humaines, encore que cet ordre, le plus souvent, n'intéresse pas l'ensemble de la société, mais des groupements secondaires au sein de celle-ci. Ce qui fait la différence, c'est que les règles de bienséance, bien qu'elles ne soient pas dépourvues d'une certaine sanction externe (réprobation des cercles où l'infraction s'est produite ; au pire, exclusion de ces cercles), ne sont pas sanctionnées par l'action en justice et manquent, partant, de l'appui de la force étatique.

### 2. Les règles de morale

→ La distinction du droit et de la morale est classique. Le droit a pour **but** le maintien de l'ordre social ; la morale, le perfectionnement intérieur de l'homme. Le droit a une **liste de devoirs** envers le prochain bien plus courte que la morale : seulement des devoirs de justice, et encore strictement mesurés (exemple : en mariage, dit une maxime du droit, trompe qui peut ; le dol [1], n'est pas une cause de nullité de mariage...). Tandis que la morale impose toute la justice, et de surcroît la charité (rendre le bien pour le mal est un postulat de morale évangélique ; or ce serait la subversion du droit pénal). Dans l'**appréciation du mérite** des actions, le droit s'en tient, en principe, aux attitudes extérieures ; la morale prétend pénétrer les coeurs, et la simple convoitise est déjà, pour elle, coupable. Enfin, ici encore, la **sanction** est très différente : [...] parce que celle du droit est étatique, alors que celle de la morale est essentiellement intérieure (la voix de la conscience)."

J. Carbonnier, *Droit civil*, Thémis, PUF. Cité dans LES DOSSIERS, Droit Première STT, éditions Bertrand-Lacoste.



"Le droit ne dépend pas de l'*intention* qu'on a en agissant. On peut faire quelque chose avec une excellente intention, la conduite n'est pas pour autant justifiée, mais peut être, sans qu'on y prenne garde, contraire au droit. D'autre part, une conduite, par exemple l'affirmation de ma propriété, peut être juridiquement tout à fait justifiée et faire place cependant à une intention méchante, dans la mesure où il ne s'agit pas seulement pour moi de défendre mon droit, mais bien plutôt de nuire à autrui. Sur le droit comme tel cette intention n'a aucune influence.

Le droit n'a rien à voir avec la *conviction* que ce que j'ai à faire soit juste ou injuste. Tel est particulièrement le cas en ce qui concerne la punition. On tâche sans doute de persuader le criminel qu'il est puni à bon droit. Mais qu'il en soit ou non convaincu ne change en rien au droit qu'on lui applique.

Enfin le droit ne dépend non plus en rien de la *disposition d'esprit* dans laquelle un acte est accompli. Il arrive très souvent qu'on agisse de façon correcte par simple crainte de la punition, ou parce qu'on a peur de n'importe quelle autre conséquence désagréable, telle que perdre sa réputation ou son crédit. Il se peut aussi qu'en agissant selon le droit on songe à la récompense qu'on obtiendra ainsi dans une autre vie. Le droit comme tel est indépendant des ces dispositions d'esprit".

Hegel, *Propédeutique philosophique*, 1809-1811, Introduction, § 22., Trad. M. de Gandillac, Éditions De Minuit, 1997, p. 37.

"Il faut distinguer *droit* et *morale*. Le droit peut très bien permettre une action qu'interdise la morale. Le droit, par exemple, m'autorise à disposer de mon bien de façon tout fait inconditionnelle, mais la morale contient des déterminations qui limitent ce droit de disposition. Il peut sembler que la morale permette bien des actions que le droit interdit, mais la morale n'exige pas seulement l'observation du droit à l'égard d'autrui, elle ajoute de plus au droit la disposition d'esprit qui consiste à respecter le droit pour lui-même. C'est la morale elle-même qui impose que, d'abord, le droit soit respecté, et que, là où cesse le domaine du droit, interviennent des déterminations morales.

Pour qu'une conduite ait une valeur morale, il est nécessaire de *discerner* si cette conduite est juste ou injuste, bonne ou méchante. Ce qu'on appelle *innocence* des enfants ou des nations non civilisées n'est pas encore moralité. Si les enfants ou les non civilisés s'abstiennent d'un grand nombre de méchantes conduites, c'est parce qu'ils n'ont encore aucune représentation de pareilles conduites, parce que les relations qui donnent lieu à ces conduites n'existent encore d'aucune manière ; le fait qu'ils *s'abstiennent* de ces conduites méchantes est sans valeur morale. Ils accomplissent, d'autre part, des actions conformes à la morale et qui cependant ne sont pas encore proprement morales, car ils n'ont aucun discernement qui leur permettrait de savoir si, par nature, cette conduite est bonne ou méchante."

Hegel, *Propédeutique philosophique*, 1809-1811, Introduction, § 23, Trad. M. de Gandillac, Éditions de Minuit, 1997, p. 37-38.